

Publications périodiques

Comptes annuels

MY MONEY BANK

Etablissement de crédit agréé en qualité de banque
 Société Anonyme au capital de 276 154 299,74 €
 Siège social : Tour Europlaza – 20 avenue André Prothin 92063 Paris La Défense cedex
 784 393 340 - R.C.S. Nanterre

Comptes annuels au 31 décembre 2018
Approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 29 mai 2019

I. — Bilan

(En milliers d'euros)

Actif	Notes	Au 31.12.18	Au 31.12.17
Caisse, banques centrales, C.C.P.		70 676	13 948
Créances sur les établissements de crédit	14-15	807 207	388 348
<i>A vue</i>		229 089	170 835
<i>A terme</i>		578 118	217 513
Opérations avec la clientèle	14-15-16-17	1 139 744	460 491
<i>Autres concours à la clientèle</i>		1 109 349	454 443
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>		30 395	6 048
Obligations et autres titres à revenu fixe	14-15-18-29	547 829	659 693
Participations et activité de portefeuille	19-20-27-29	163	133
Parts dans les entreprises liées	19-20-27-29	70 306	59 600
Crédit-bail et location avec option d'achat	22	106 764	139 879
Immobilisations incorporelles	20	1 623	2 460
Immobilisations corporelles	20	2 852	2 705
Capital souscrit non versé		-	-
Autres actifs	23	22 447	23 865
Comptes de régularisation	24	34 908	22 755
Total de l'actif		2 804 519	1 773 877

Passif	Notes	Après répartition (1) au 31.12.18	Avant répartition Au 31.12.18	Au 31.12.17
Caisse, banques centrales, C.C.P.		8	8	-
Dettes envers les établissements de crédit	14-15	757 782	757 782	86 669
<i>A vue</i>		176 627	176 627	81 669
<i>A terme</i>		581 155	581 155	5 000
Comptes créditeurs de la clientèle	14-15	1 441 057	1 441 057	1 149 755
- Autres dettes		1 441 057	1 441 057	1 149 755
<i>A vue</i>		1 218	1 218	1 303
<i>A terme</i>		1 439 839	1 439 839	1 148 452
Dettes représentées par un titre	14-15	-	-	-
<i>Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables</i>				
<i>Emprunts obligataires</i>		-	-	-
Autres passifs	23	27 737	27 737	44 293
Comptes de régularisation	24	172 130	160 640	58 253
Provisions	25	73 302	73 302	78 198
Dettes subordonnées	14-15	-	-	-
Fonds pour risques bancaires généraux (Provision pour investissement)	26	-	-	-
Capitaux propres hors FRBG		332 503	343 993	356 709
Capital souscrit	26	276 154	276 154	276 154
Primes d'émission	26	28 474	28 474	28 474
Réserves	26	27 875	25 575	24 180
Provisions réglementées et subventions d'investissements	26	-	-	-
Report à nouveau	26	0	-41 931	-
Résultat de l'exercice	26	-	55 721	27 901
Total du passif		2 804 519	2 804 519	1 773 877

Hors bilan (1)	Au 31.12.18	Au 31.12.17
Engagements donnés	690 975	70 575
Engagements de financement	71 683	70 575
Engagements en faveur d'établissements de crédit	-	-
Engagements en faveur de la clientèle (1)	71 683	70 575
Engagements de garantie	619 292	-
Engagements d'ordre d'établissements de crédit	619 292	-

Engagements d'ordre de la clientèle	-	-
Engagements reçus	120 046	46
Engagements de financement	120 000	-
Engagements reçus d'établissements de crédit	120 000	-
Engagements reçus de la clientèle	-	-
Engagements de garantie	46	46
Engagements reçus d'établissements de crédit	46	46
Engagements reçus de la clientèle	-	-

(1) Les engagements en faveur de la clientèle correspondent essentiellement aux ouvertures de crédits consenties sous forme de comptes courants dits "disponibles" ou "permanents".

II. — Compte de résultat

(en milliers d'euros)	Notes	Exercice 2018	Exercice 2017
Intérêts et produits assimilés	02	63 276	72 505
Intérêts et charges assimilées	02	-14 572	-20 415
Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées	03	53 862	56 142
Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées	03	-47 244	-46 004
Revenus des titres à revenu variable	04	84 601	-
Commissions (produits)	05	10 150	14 578
Commissions (charges)	05	-16 616	-21 385
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	06	-1 445	-130
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement assimilés	06	609	544
Autres produits d'exploitation bancaire	07	40 463	40 834
Autres charges d'exploitation bancaire	07	-8 137	-37 441
Produit net bancaire	10	164 947	59 228
Charges générales d'exploitation	08	-100 564	-102 721
Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		-2 143	-2 033
Résultat brut d'exploitation		62 240	-45 526
Coût du risque	09-10	-6 614	66 677
Résultat d'exploitation		55 626	21 151
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	11	-	-155
Résultat courant avant impôt		55 626	20 996
Impôt sur les bénéfices	12	95	6 905
Dotations/Reprises de FRBG et provisions réglementées	13	-	-
Résultat net		55 721	27 901

III. — Affectation du résultat

Constatant que le résultat de l'exercice 2018 est un bénéfice de 55 720 627,15 euros, l'assemblée générale décide d'affecter le résultat de l'exercice de la manière suivante :

- au compte « Réserve légale » à hauteur de 2 300 380,97 euros
- à titre de dividende pour un montant de 11 489 690,03 euros

L'assemblée générale prend acte que :

- le compte « Réserve légale » sera ainsi porté à 27.615.532,82 euros et la réserve légale pleinement constituée,
- chacune des 43 284 373 actions composant le capital social au 31 décembre 2018 recevra un dividende de 0,26 euro.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, relatives à l'information sur les distributions de dividendes au titre des trois exercices précédents, l'assemblée générale prend acte que :

- il n'a pas été effectué de distribution de dividendes au titre du résultat des exercices 2015 et 2016 ;
- l'assemblée générale mixte du 28 mars 2017, a décidé une distribution de réserves à hauteur de 37 millions d'euros prélevée sur le compte « Prime d'émission », soit 0,85 euro par action et l'assemblée générale ordinaire du 12 juillet 2017 a décidé une distribution de réserves à hauteur de 1 624 623,00 euros, prélevée sur le compte « Prime d'émission », soit 0,04 euro par action ;
- l'assemblée générale ordinaire du 30 mai 2018 a décidé une distribution de dividendes au titre de l'exercice 2017, à hauteur de 26 505 436,17 euros, soit 0,61 euro par action.

L'assemblée générale prend acte que le Conseil d'administration, en date du 30 mai 2018, a décidé le versement d'un acompte sur dividende au titre de l'exercice 2018 de 41 930 556,15 euros.

L'assemblée générale prend acte en outre que la Société a supporté une charge de 112 076 euros au titre de l'article 39-4 du Code Général des Impôts au cours de l'exercice écoulé.

IV. — Annexes

Note1 : Notes annexes aux comptes annuels au 31 décembre 2018

Principales règles d'évaluation et de présentation

1. Présentation des comptes

Les comptes individuels de MY MONEY BANK (ci-après « MMB ») ont été établis conformément aux dispositions du règlement N° 2014-07 du 26 novembre

2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire émis par l'Autorité des Normes Comptables (ANC) et ANC 2016-07 du 4 novembre 2016.

Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation ;
 - Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
 - Indépendance des exercices ;
- et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

MMB présente des notes annexes qui complètent et commentent l'information financière donnée par le bilan, le compte de résultat et le hors bilan.

2. Faits marquants de l'exercice

L'exercice 2018 a été marqué par les événements significatifs suivants :

1. Projet PUMA

En application des orientations stratégiques de la Société, notamment son recentrage opéré depuis plusieurs années sur ses activités à forte rentabilité, la Société a cédé l'activité auto Métropole à Financo, appartenant au groupe Crédit Mutuel Arkéa, l'un des acteurs majeurs du crédit à la consommation sur le marché français. L'acte de cession de fonds de commerce et de créances a été signé entre la Société et Financo le 25 janvier 2018 et la réalisation de la cession a eu lieu le 1^{er} juin 2018.

2. Projet swing

Compte tenu de l'environnement économique et de l'importance de la réorganisation de la structure de la Société et afin de générer plus de performance, il a été décidé de regrouper et rapprocher les équipes pour gagner en agilité, améliorer la rapidité d'exécution et ajuster les frais généraux à la taille de la Société. Cette stratégie s'est concentrée sur 3 axes de transformation :

- Regroupement des équipes HQ à Paris et « Operating » à Nantes ;
- Transformation de l'IT par la création de 3 pôles métiers ;
- Organisation des opérations (OPS) optimisée pour bénéficier de la transformation digitale et accroître la productivité.

Dans la continuité de la réorganisation de son réseau de vente, la Société a procédé à la fermeture de ses agences commerciales.

La Société ne possède ainsi plus que deux sites, à savoir, son siège social situé à Paris La Défense et son centre d'excellence opérationnelle à Nantes.

3. Création d'une filiale avant le statut de société de crédit foncier

A l'effet de consolider son autonomie en matière de refinancement, en élargissant ses sources de financement et diversifiant sa base d'investisseurs, My Money Bank s'est dotée d'une filiale ayant le statut de « société de crédit foncier ». Cette filiale a pour objectif premier de refinancer l'activité de regroupement de crédits hypothécaires, soit l'activité principale, de My Money Bank. Au-delà, il pourrait être envisagé de refinancer d'autres portefeuilles d'actifs éligibles dont My Money Bank pourrait faire l'acquisition.

La société MMB SCF ainsi créée et détenue à 99,99% par My Money Bank, a opéré sa première émission d'obligations foncières au quatrième trimestre de l'année 2018 pour un montant de 500 millions d'euros. MMB a souscrit à l'émission à hauteur de 25 millions d'euros et a mis en garantie des actifs (crédits restructurés) en vue de l'émission de ces obligations pour un montant de 619 millions d'euros au 31 décembre 2018.

4. Opérations de titrisation et de refinancement

Dans le cadre de la mise en œuvre du plan de refinancement, de la recherche de diversification des sources et de réduction des coûts de financement des entités filiales d'Outre-Mer, les opérations de titrisation privées initiées en 2017, DiamondOne et EmeraldOne, ont été reconduites au cours de l'exercice 2018 avec de nouvelles conditions. L'objectif est d'accompagner la croissance de la franchise Doms au travers d'outils de financement compétitifs.

Au titre de l'exercice 2018, MMB a cédé 51,2M€ d'encours au FCT DiamondOne et 84M€ d'encours au FCT EmeraldOne pour financer ses besoins de trésorerie. MMB a également racheté 361,4M€ d'encours au FCT DiamondOne dans le cadre de la mise en garantie d'encours DC Secured à la SCF en vue de l'émission des obligations foncières.

5. Intégration fiscale

Faisant suite à la sortie du groupe General Electric, une nouvelle intégration fiscale a été mise en place avec la société Promontoria MMB en qualité de tête de groupe.

La convention d'intégration fiscale a été signée avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2018.

3. Changement de méthode

Aucun changement de méthodes comptables n'a affecté les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2018.

4. Principes comptables et méthodes d'évaluation

Créances sur la clientèle

Les crédits à la clientèle sont répartis selon la nature des concours : comptes ordinaires débiteurs et autres concours à la clientèle avec une segmentation sur la base d'attributs en quatre grandes catégories, les crédits à l'habitat, les crédits à la consommation, les crédits automobiles et les crédits restructurés. Les créances sur la clientèle sont ventilées entre encours sains et encours douteux.

Par ailleurs, les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées.

Conformément au règlement CRC N° 2009-03, les commissions reçues à l'occasion de l'octroi ou de l'acquisition d'un concours, ainsi que les coûts marginaux de transaction sont étalés, suivant la méthode linéaire, sur la durée de vie effective du crédit. L'étalement est porté en produit net d'intérêt dans le Produit Net Bancaire (PNB). Les commissions et coûts de transaction faisant l'objet d'un étalement sont intégrés à l'encours de crédit concerné.

Créances saines

Les créances saines sont celles qui, lors de l'analyse périodique qui est réalisée par la banque, ne présentent pas de risque de non recouvrement et dont les échéances impayées sont inférieures ou égales à trois mois (ou six mois en matière de crédit et crédit-bail immobiliers).

Créances douteuses

My Money Bank applique la réglementation définie par le règlement CRC N° 2005-03 du 3 novembre 2005 et par le règlement N° 2007-06 du 14 décembre 2007. Ce règlement précise qu'une créance est déclassée en créance douteuse lorsqu'elle présente une des caractéristiques suivantes :

- un risque probable ou certain de non recouvrement (impayés depuis plus de trois mois en matière de crédit et crédit-bail mobiliers et depuis plus de six mois en matière de crédit et crédit-bail immobiliers) ;
- un risque avéré sur la contrepartie (dégradation de la situation financière, procédure d'alerte) ;
- l'existence d'une procédure contentieuse.

Le classement pour une contrepartie donnée des encours en encours douteux entraîne par « contagion » un classement identique de la totalité de l'encours et des engagements relatifs à cette contrepartie, indépendamment de l'existence d'une garantie.

Un encours douteux compromis est un encours douteux dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lequel un passage en perte à terme est envisagé. Il doit faire l'objet d'une dépréciation d'un montant approprié prenant en compte l'existence d'une éventuelle garantie. Les encours douteux compromis sont spécifiquement identifiés au sein des encours douteux. L'identification en encours douteux compromis intervient nécessairement au plus tard à la échéance du terme. Le classement d'un encours douteux en encours douteux compromis n'entraîne pas la « contagion » dans cette dernière catégorie des autres encours et engagements douteux relatifs à la contrepartie concernée.

Les créances irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

Le classement en encours douteux peut être abandonné, et l'encours porté à nouveau en encours sain, lorsque les paiements ont repris de manière régulière pour les montants correspondants aux échéances contractuelles d'origine.

Créances restructurées

Les créances restructurées sont des créances dont les conditions de remboursement ont été modifiées afin d'alléger les mensualités, soit à la demande du client pour une renégociation de taux ou de durée consécutive à une situation financière dégradée pour le client, soit suite à un jugement en application de la loi Neiertz.

En cas de restructuration, le prêt fait l'objet d'une décote d'un montant égal à l'écart entre l'actualisation des flux contractuels initialement attendus et l'actualisation des flux futurs attendus de capital et d'intérêts issus de la restructuration. Le taux d'actualisation à retenir est le taux d'intérêt effectif d'origine pour les prêts à taux fixe ou le dernier taux effectif avant la date de restructuration déterminé selon les termes contractuels pour les prêts à taux variable. Afin de couvrir le risque de non recouvrement des flux à encaisser subsistant suite à une restructuration, une dépréciation peut être constituée et vient s'ajouter au montant de la décote. Les créances restructurées du fait de la situation financière d'un débiteur peuvent également être à nouveau inscrites en encours sain dans une sous-catégorie spécifique jusqu'à leur échéance finale. La décote restant à amortir revêt un caractère définitif et continue d'être amortie même en cas de retour en encours sain. Après retour en encours sain, lorsque le débiteur ne respecte pas les échéances fixées, les encours sont immédiatement déclassés en encours douteux.

La décote constatée lors d'une restructuration est enregistrée en coût du risque, par contre son amortissement ainsi que les intérêts relatifs aux prêts sont comptabilisés en produits d'exploitation bancaire pour leurs montants courus, échus et non échus, calculés « prorata temporis » ainsi que les intérêts sur les échéances impayées.

Dépréciations

Les créances douteuses, dont le recouvrement est devenu incertain, donnent lieu à la constitution de dépréciations, inscrites en déduction de l'actif, destinées à couvrir le risque de perte. Les dépréciations calculées en valeur actualisée au taux d'intérêt effectif d'origine pour les prêts à taux fixe ou le dernier taux effectif pour les prêts à taux variable, elles sont déterminées soit :

- créance par créance en prenant en considération les garanties appelées ou susceptibles de l'être pour les activités de crédit à l'habitat et les crédits restructurés présentant une garantie immobilière,
- Pour les activités de crédits automobiles, de crédits à la consommation et de crédits restructurés non sécurisés, créance par créance en appliquant un taux de dépréciation déterminé sur la base d'un taux de récupération, dont le calcul est fondé sur un historique de données collectées dans le temps.

Elles sont déterminées selon une fréquence mensuelle et sur la base de l'analyse du risque et des garanties disponibles.

Les dépréciations pour pertes probables avérées couvrent l'ensemble des pertes prévisionnelles, calculées par différence entre les capitaux restant dus et les flux prévisionnels actualisés selon le taux d'intérêt effectif.

Les dotations et reprises sur dépréciation des créances, de même que les charges couvertes par cette dépréciation figurent au compte de résultat parmi les éléments relatifs au coût du risque pour la fraction en capital des créances et sous les rubriques « Intérêts et produits assimilés » pour la partie intérêts des créances.

Le fait déclencheur du passage en pertes des créances correspond à l'événement justifiant comptablement et fiscalement le passage en pertes. Le passage en pertes est la conséquence de la preuve de l'irrécouvrabilité de la créance. Il en résulte sur le plan comptable, sa constatation en perte et la sortie du bilan de la créance comptable. Cette sortie s'accompagne le cas échéant par la reprise de provision rattachée à la créance.

Valorisation des garanties

La valorisation du bien immobilier des créances possédant une garantie hypothécaire est basée sur une valeur d'expertise à partir de seuils fixés en interne pour l'immobilier d'occasion. Elle est basée sur le coût de l'opération et est corroborée par une expertise à partir des mêmes seuils pour l'immobilier neuf. La valeur des biens immobiliers fait l'objet d'une réévaluation trimestrielle sur la base d'une méthode statistique.

Provision sur risque de crédit sur portefeuilles homogènes

En plus des dépréciations spécifiques présentées ci-dessus, la banque comptabilise au passif du bilan une provision pour risque de crédit identifié, sur la base de portefeuille d'encours homogène et fondée sur les informations disponibles permettant d'anticiper un risque de défaillance et de perte à l'échéance.

Provision pour marge financière négative

Lorsque la marge financière afférente aux opérations de crédit-bail et aux opérations assimilées est négative, une provision est constituée dans les comptes sociaux, inscrite au passif du bilan. Cette analyse est réalisée pour l'ensemble du portefeuille de crédit-bail concerné, les dossiers de crédits-baux présentant une marge financière négative étant compensés par les dossiers de crédit-baux à marge positive. Au 31 décembre 2018, aucune provision n'a été comptabilisée à ce titre.

Portefeuille titres

Le portefeuille titres de MMB est classé à la fois d'après la nature des titres et l'objectif économique qui est recherché.

Obligations et autres titres à revenu fixe (les titres subordonnés), actions et autres titres à revenu variable.

Ces titres sont classés, dès leur acquisition, dans les catégories suivantes : titres de participation et parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme, titres d'investissement, titres de l'activité de portefeuille, titres de placement et titres de transaction, en fonction de la durée de détention prévisionnelle ou du pourcentage de détention de la participation.

Le principal poste du portefeuille titres de MMB concerne les participations dans les entreprises liées comprenant :

- Les titres à revenu variable qui donnent des droits dans le capital d'une entreprise de façon durable.
- Les participations dans les sociétés immobilières de promotion comprennent, outre la valeur d'inventaire des titres, les avances en compte courant qui leur sont consenties.
- Les entreprises liées sont les entreprises susceptibles d'être incluses, par intégration globale, dans un même ensemble consolidable.

Les participations dans les entreprises liées font l'objet de la règle d'évaluation suivante :

- Ces titres sont comptabilisés à leur coût d'achat, hors frais. Les dividendes sont portés en compte de résultat dans la rubrique « Revenus des titres à revenu variable ».
- En fin d'exercice, l'évolution de la situation des sociétés concernées, et leurs perspectives d'avenir conduisent, le cas échéant, à la constitution de provisions par le biais d'un test de dépréciation. Les dotations liées aux dépréciations se rapportant à ces titres sont inscrites au compte de résultat à la rubrique « gains et pertes sur actifs immobilisés ». Un test de dépréciation a été mené sur les titres, il n'a pas été constitué de provision pour dépréciation au 31.12.2018.

Dettes envers les établissements de crédit

Les dettes envers les établissements de crédit sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature de ces dettes : dettes à vue (dépôts à vue, comptes ordinaires) et dettes à terme pour les établissements de crédit. Les intérêts courus sur l'ensemble de ces dettes sont portés en compte de dettes rattachées en contrepartie d'un compte de charge.

Comptes créditeurs de la clientèle

Les comptes créditeurs de la clientèle sont ventilés en fonction de leur durée initiale (à vue, à terme). La clientèle inclut la clientèle non financière et la clientèle financière.

Dettes représentées par un titre

Les primes d'émission et de remboursement des titres émis sont enregistrées en « Comptes de régularisation » à l'actif du bilan. Elles sont considérées comme des compléments d'intérêts et amorties sur les durées de vie des emprunts. Par exception à cette règle, les titres à coupon zéro sont enregistrés au passif pour le montant perçu à l'émission et majorés progressivement de la partie courue de la prime.

Par dérogation au principe de non compensation, seul le résultat net des différents éléments composant chaque produit est comptabilisé.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au bilan à leur coût d'acquisition ou, le cas échéant, à leur valeur d'apport.

Les amortissements sont calculés sur la durée de vie estimée des immobilisations :

- Immeubles : de 20 à 40 ans linéaire
- Agencements et mobilier de bureau : 10 ans linéaire
- Matériels : de 3 à 5 ans linéaire ou dégressif lorsque la réglementation le permet
- Logiciels acquis :
 - 12 mois linéaire pour les logiciels communs du marché
 - 5 ans linéaire pour les logiciels complexes, ayant donné lieu à des travaux importants de mise en place.

Engagements pour indemnités de fin de carrière et retraites complémentaires propres au Groupe

Pour couvrir les charges futures d'indemnités de fin de carrière et de retraites complémentaires propres à MMB, des contrats ont été souscrits au niveau de la société My Money Bank auprès des compagnies d'assurances. En matière d'indemnités de fin de carrière, les droits acquis sont intégralement couverts.

En ce qui concerne les retraites complémentaires versées au personnel ayant quitté le Groupe, les compagnies d'assurances ont reçu les fonds nécessaires et sont responsables du versement des rentes. Les droits acquis au titre des retraites complémentaires concernant le personnel en activité sont également totalement couverts à la fois par des fonds versés aux compagnies d'assurances et par une provision.

Les engagements sociaux font l'objet d'une évaluation actuarielle par un cabinet d'actuariat indépendant.

Pour déterminer la charge de l'année, les engagements ont fait l'objet d'une actualisation financière au taux de 1,60%, contre 1,45% l'année précédente.

Impôt sur les bénéfices

Au 31 décembre 2018, aucune charge d'impôt exigible n'a été comptabilisée au compte de résultat.

5. Evénements post clôture

Les principaux projets ou événements marquants intervenus depuis le 1er janvier 2019 sont les suivants :

- Démission de M. Thomas Schneegans de son mandat de Directeur Général Délégué de la Société à compter du 30 janvier 2019 afin d'assurer les fonctions de Directeur Général de la société BESV.

Du fait de cette démission, M. Thomas Schneegans n'est plus dirigeant effectif au sens de l'article L. 511-13 du Code monétaire et financier.

6. Autres informations

Consolidation des comptes :

Les comptes de MMB sont consolidés dans le groupe Promontoria MMB par la méthode de l'intégration globale.

Informations relatives à la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale (art L511-45 du CMF/Avis CNC n°2009-11) :

En application de l'article L. 511-45 du Code Monétaire et Financier, nous vous indiquons que MMB n'a pas d'implantation dans les Etats ou territoires qui n'ont pas conclu avec la France de convention d'assistance administrative ni dans d'autres Etats ou territoires étrangers. Les informations visées à l'article L. 511-45 du Code Monétaire et Financier sont reprises dans les notes annexes aux comptes consolidés de Promontoria MMB SAS.

Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi (CICE)

Comme le prévoit l'administration fiscale (BOFIP, BOI-RICI-10-150-30-20 n°220 en date du 6 avril 2016), le Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi (CICE) s'élevant au titre de l'exercice 2017 à 413 885 € a été utilisé au cours de l'exercice 2018 de la façon suivante :

- Contribution au projet Covered bond (DC secured)
- Projet Easy to Go : digitalisation du process DC (interfaces brokers, documentation)
- Projet ALM : digitalisation.

Le projet d'utilisation en 2019 du CICE 2018 s'élevant à 302 629€ est le suivant :

- Treasury Management System (Kyriba).
- Projet Cashmire, remplacement du système de gestion et digitalisation du parcours client dépôt.
- Mise en place de l'infrastructure titrisation STS.

Note 2 : Intérêts, produits et charges assimilés

(en milliers d'euros)	Exercice 2018	Exercice 2017
Opérations avec les établissements de crédits	1 808	8 454
Intérêts et produits assimilés	4 284	8 700
Intérêts et charges assimilés	-2 476	-246
Opérations avec la clientèle	12 695	13 186
Intérêts et produits assimilés (1)	25 101	25 484
Intérêts et charges assimilés	-12 406	-12 298
Opérations sur obligations et autres titres à revenus fixes	34 201	30 450
Intérêts et produits assimilés	33 891	38 321
Intérêts et charges assimilés	310	-7 871
Autres intérêts et produits assimilés	-	-
Total des intérêts et produits assimilés	63 276	72 505
Total des intérêts et charges assimilés	-14 572	-20 415

(1) Dont amortissement de CRC 2009-03, soit 2,6M€ pour 2018 contre 7,6M€ pour 2017

Dont capitalisation du CRC 2009-03, soit 6,5M€ pour 2018 contre 5,7M€ pour 2017.

Note 3 : Produits et charges sur opérations de crédit-bail

(en milliers d'euros)	Exercice 2018	Exercice 2017
Produits sur opérations de crédit-bail et de location avec option d'achat	53 862	56 142
Loyers, indemnités et produits divers	47 075	48 708
Plus-values de cessions	6 787	7 434
Autres produits	-	-
Charges sur opérations de crédit-bail et de location avec option d'achat	-47 244	-46 004
Dotations aux amortissements	-44 254	-44 203
Moins-value de cessions	-2 990	-1 801
Total	6 618	10 138

Note 4 : Revenus des titres à revenu variable

(en milliers d'euros)	Exercice 2018	Exercice 2017
Participations	-	-
- SOREFI	19 662	-
- SOMAFI/SOGUAFI	64 938	-
- BPI	1	-
Total	84 601	-

Note 5 : Commissions

(en milliers d'euros)	Exercice 2017	Exercice 2017
-----------------------	---------------	---------------

Commissions sur opérations de crédit avec la clientèle	-9 763	-13 227
Commissions et produits assimilés	6 222	7 564
Commissions et charges assimilées	-15 985	-20 791
Commissions autres que sur opérations de crédit avec la clientèle	3 522	6 517
Commissions de gestion de l'encours titrisé	-	-
Produits sur prestations de service financier	1	10
Commissions de courtage d'assurance	3 927	7 004
Charges sur prestations de service financier	-406	-497
Commissions avec les établissements de crédit	-225	-97
Produits sur opérations avec les établissements de crédit	-	-
Charges sur opérations avec les établissements de crédit	-225	-97
Total des commissions (Produits)	10 150	14 578
Total des commissions (Charges)	-16 616	-21 385

Note 6 : Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles**Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation**

(en milliers d'euros)	Exercice 2018	Exercice 2017
Opérations de change	75	-89
Opérations sur instruments financiers	-1 520	-41
Total	-1 445	-130

Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement assimilés

(en milliers d'euros)	Exercice 2018	Exercice 2017
Plus-value sur cession de titres de placement	609	544
Gain sur détitrisation	-	-
Variation de la provision sur parts des FCT	-	-
Total	609	544

Note 7 : Autres produits et autres charges d'exploitation bancaire**Autres produits d'exploitation bancaire**

(en milliers d'euros)	Exercice 2018	Exercice 2017
Produits liés à l'assurance	3 534	6 162
Prestations intra-groupe & charges refacturées	32 449	33 458
Produits accessoires	4 480	1 214
Transfert de charges	-	-
Reprises de provisions	-	-
Total	40 463	40 834

Autres charges d'exploitation bancaire

(en milliers d'euros)	Exercice 2018	Exercice 2017
Autres charges d'exploitation bancaire (Debt sales)	-7 175	-36 254
Cotisation au Fonds de Garantie des Dépôts & Résolution	-681	-675
Autres charges d'exploitation bancaire (Divers)	-252	-1 257
Dotation & reprise de provisions	-29	745
Total	-8 137	-37 441

Note 8 : Charges générales d'exploitation**Charges générales d'exploitation**

(en milliers d'euros)	Exercice 2018	Exercice 2017
Frais de personnel	-35 866	-30 991
Charges de retraite	-962	-1 324
Autres charges sociales	-12 921	-13 590
Impôts et taxes afférents aux frais de personnel	-2 825	-3 225
Participation et intéressements des salariés	-	-241
Autres frais administratifs	-42 789	-46 907
Impôts et taxes non afférents aux charges de personnel	-5 201	-6 443
Total	-100 564	-102 721

Effectif moyen de l'exercice (ETP)

Exercice	Techniciens	Cadres	Total
2018	85	354	439
2017	108	414	522

Note 9 : Coût du risque

(en milliers d'euros)	Exercice 2018	Exercice 2017
Coût du risque sur clientèle	-7 625	67 614
Variation des dépréciations des créances douteuses	11 960	35 552
Variation des provisions sur la clientèle	-1 164	42 074
Pertes sur créances irrécouvrables	-16 480	-8 301
Récupérations sur créances amorties	206	231
Actualisation CRC 2005-03	670	1 811
Décote sur restructurés	-2 817	-3 753
Autres opérations		124
Risque opérationnel	3	-59
Cessions de créances	1 008	-1 002
Total	-6 614	66 677

Note 10 : Résultat par activité

(en milliers d'euros)	Crédit à la consommation	Restructuration de dette (Hypothécaire)	Restructuration de dette (non -Hypothécaire)	Autre	Total 2018
Intérêts et résultat sur crédit-bail					
Total intérêts	237	59 638	3 342	59	63 276
Résultat sur crédit-bail	6 618	-	-	-	6 618
Total intérêt et résultat sur crédit-bail	6 855	59 638	3 342	59	69 894
Coût du refinancement (1)	-4 193	-9 557	-822	-	-14 572
Produit net d'intérêt par activité	2 662	50 081	2 520	59	55 322
Résultat du portefeuille titres (Dividende)				84 601	84 601
Commissions, autres produits et charges bancaires					
Commissions (produits) et autres produits bancaires (2)	9 084	7 824	1 136	33 253	51 297
Commissions (charges) et autres charges bancaires	-8 719	-12 982	-1 563	-3 009	-26 273
Commissions nettes	365	-5 158	-427	30 244	25 024
Produit net bancaire par activité	3 027	44 923	2 093	114 904	164 947
Coût du risque	-2 661	-2 850	-1 103		-6 614
Contribution de chaque activité après coût du risque et avant frais généraux	366	42 073	990	114 904	158 333

(1) Le coût du refinancement est calculé selon la méthode du pool global de trésorerie, affecté proportionnellement aux encours comptables nets moyens

(2) L'activité autre correspond essentiellement aux refacturations intra groupe et aux revenus du portefeuille titres.

Note 11 : Gains ou pertes sur actifs immobilisés

(en milliers d'euros)	Exercice 2018	Exercice 2017
Immobilisations financières	-	-357
Plus ou moins-values sur titres	-	-37 929
Variation des dépréciations sur titres	-	37 572
Immobilisations corporelles et incorporelles	-	202
Plus-value	-	247
Variation des dépréciations sur immobilisations incorporelles	-	122
Moins-value	-	-167
Total		-155

Note 12 : Impôt sur les bénéfices

(en milliers d'euros)	Exercice 2018	Exercice 2017
Impôt exigible de l'exercice	-	-
Impôt exigible au titre de redressements sur exercices antérieurs	-	-514
Autres produits fiscaux (1)	-	8 734
Crédit Impôt Recherche (CIR).	95	-
Variation des provisions pour risques	-	-1 315
Impôt sur les bénéfices	95	6 905

(1) Compensation financière reçue de GE France faisant suite à la sortie de MMB, du groupe d'intégration fiscale et de la perte définitive des déficits fiscaux non imputés.

Note 13 : Dérogations aux principes généraux d'évaluation en application de la réglementation fiscale

(en milliers d'euros)	Exercice 2018	Exercice 2017
Dotation à la provision pour investissement	-	-

Reprise de la provision pour investissement	-	-
Impact sur le résultat net de l'exercice	-	-

Note 14 : Ventilation par durée résiduelle et éligibilité (1)

(en milliers d'euros)	Créances et dettes rattachées		Autres éléments non ventilables (2)		Moins de 3 mois		De 3 mois à 1 an		De 1 an à 5 ans		Plus de 5 ans		Total	
	Au 31.12.18	Au 31.12.17	Au 31.12.18	Au 31.12.17	Au 31.12.18	Au 31.12.17	Au 31.12.18	Au 31.12.17	Au 31.12.18	Au 31.12.17	Au 31.12.18	Au 31.12.17	Au 31.12.18	Au 31.12.17
Actif														
Créances sur les établissements de crédit non éligibles au refinancement de la BDF	3 518	1 513	-	-	272 089	180 835	320 100	55 400	201 500	150 600	10 000	-	807 207	388 348
- Dont prêts subordonnés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Créances sur la clientèle non éligibles au refinancement de la BDF	1 908	753	59 566	72 202	35 539	23 399	14 824	43 087	63 363	90 305	135 093	68 080	310 293	297 826
Créances sur la clientèle éligibles au refinancement de la BDF	-	-	-	-	9 250	2 002	28 530	6 442	158 782	34 550	632 889	119 671	829 451	162 665
Obligations et autres titres à revenu fixe	1 764	2 118	-	-	15 001	-	-	-	38 952	31 363	492 112	626 212	547 829	659 693
Passif														
Dettes envers les établissements de crédit	1 142	-	-	-	176 587	86 669	80 053	-	-	-	500 000	-	757 782	86 669
Comptes créditeurs de la clientèle	8 988	6 195	-	-	451 174	316 010	411 369	452 727	569 526	374 823	-	-	1 441 057	1 149 755
Dettes représentées par un titre	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Emprunts obligataires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Titres du marché interbancaire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dettes subordonnées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

(1) Les crédits accordés sous la forme de comptes courants dits "disponibles" ou "permanents" sont ventilés en fonction de la durée théorique d'amortissement du capital restant dû résultant du tableau de fonctionnement.

(2) Les "Autres éléments non ventilables" correspondent notamment aux créances douteuses nettes de provisions, aux impayés, aux créances subordonnées à durée indéterminée et à la décote correspondant au CRC 2002-03.

(3) Y compris les comptes à vue.

Note 15 : Opérations avec les entreprises liées, filiales et participations

(en milliers d'euros)	Au 31.12.18			Au 31.12.17		
	Total	Dont entreprises liées (1)	Dont participations (2)	Total	Dont entreprises liées (1)	Dont participations (2)
Actif						
Créances sur les établissements de crédit	807 207	606 228	-	388 348	217 513	-
- dont prêts subordonnés (3)	-	-	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	1 139 744	30 395	-	460 491	6 048	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	547 829	468 242	-	659 693	587 097	-
Passif						
Dettes envers les établissements de crédit	757 782	564 742	-	86 669	79 672	-
Comptes créditeurs de la clientèle	1 441 057	893	-	1 149 755	124 887	-
Dettes représentées par un titre	-	-	-	-	-	-
Dettes subordonnées	-	-	-	-	-	-
Hors bilan						
Engagements de financement donnés	71 683	-	-	70 575	-	-
- en faveur d'établissements de crédit	-	-	-	-	-	-
- en faveur de la clientèle	71 683	-	-	70 575	-	-
Engagements de garantie donnés	619 292	619 292	-	-	-	-
- d'ordre d'établissements de crédit	619 292	619 292	-	-	-	-
- d'ordre de la clientèle	-	-	-	-	-	-
Engagements de financement reçus	120 000	-	-	-	-	-
- reçus d'établissements de crédit	120 000	-	-	-	-	-
- reçus de la clientèle	-	-	-	-	-	-
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit	46	-	-	46	-	-

(1) Opérations se rapportant à des entreprises susceptibles d'être incluses par intégration globale dans un même ensemble consolidable.

(2) Opérations se rapportant à des entreprises dans lesquelles l'établissement financier détient, de façon durable, une fraction du capital inférieure à 50%.

(3)	Au 31.12.18			Au 31.12.17		
	Total	dont entreprises liées	dont participations	Total	dont entreprises liées	dont participations
Produits de l'exercice sur prêts subordonnés	65	65	-	-	-	-

Charges de l'exercice sur emprunts subordonnés	-	-	-	-	-	-
--	---	---	---	---	---	---

Note 16 : Créances sur la clientèle

(en milliers d'euros)	Au 31.12.18	Au 31.12.17
Encours sain (1)	1 084 227	392 994
Encours douteux net	55 517	67 497
Encours douteux	111 978	136 587
Dépréciation des créances sur la clientèle	-56 461	-69 090
Total actif	1 139 744	460 491
Provisions sur la clientèle inscrite au passif	-11 112	-9 948

(1) Inclut la position débitrice du cash pool et des autres comptes ordinaires débiteurs (30,4M€ en 2018 contre 6M€ en 2017).

Note 16 bis : Créances sur la clientèle

(en milliers d'euros)	Total Au 31.12.18	Crédit Consommation	Crédit Immobilier	Crédit Automobile	Crédit Restructurés secured	Crédit Restructurés unsecured	Divers
Opérations avec la clientèle (1)							
Encours sain (*)	1 084 227	10 950	101	1 132	1 016 204	25 098	30 742
(*) Dont décote sur restructurés	-4 918	-1 309	-	-83	-3 134	-392	-
(*) Dont créances rattachées	1 874	13	-	1	1 807	53	-
Encours douteux net	55 517	1 638	222	3 026	48 248	2 383	-
Encours douteux	111 978	16 863	255	23 018	64 020	7 822	-
Dont compromis	97 363	16 839	255	22 285	51 602	6 382	-
Dépréciation des créances sur la clientèle	-56 461	-15 225	-33	-19 992	-15 772	-5 439	-
Total actif	1 139 744	12 588	323	4 158	1 064 452	27 481	30 742
Provisions sur la clientèle inscrite au passif	-11 112	-5 215	-	-3 935	-	-1 962	-
Crédit-bail et location en financier (2)							
Encours sain (*)	6 647	-	-	6 647	-	-	-
(*) Dont décote sur restructurés	-38	-	-	-38	-	-	-
(*) Dont créances rattachées	26	-	-	0	-	-	-
Encours douteux net	3 599	-	-	3 599	-	-	-
Encours douteux	19 983	-	-	19 983	-	-	-
Dont compromis	17 513	-	-	17 513	-	-	-
Dépréciation des créances sur la clientèle	-16 384	-	-	-16 384	-	-	-
Total actif	10 246	-	-	10 246	-	-	-
Provisions sur la clientèle inscrite au passif	-	-	-	-	-	-	-

(1) Voir note 16.

(2) Voir note 22 bis.

Note 17 : Crédits par agents économiques non financiers

2018	Sociétés non financières	Entrepreneurs individuels	Particuliers	Autres agents non financiers	Clientèle financière	Créances rattachées	Total
Créances saines	383	399	1 051 176	30 395	-	1 874	1 084 227
Créances douteuses nettes de dépréciations	608	1 397	53 478	-	-	34	55 517
2017	Sociétés non financières	Entrepreneurs individuels	Particuliers	Autres agents non financiers	Clientèle financière	Créances rattachées	Total
Créances saines	37 296	4 083	344 842	6 058	-	715	392 994
Créances douteuses nettes de dépréciations	665	1 444	65 350	-	-	38	67 497

Note 18.1 : Titres de transaction, titres de placement et titres d'investissement

(en milliers d'euros)	Au 31.12.18	Au 31.12.17
Obligations et autres titres à revenu fixe	546 064	657 574
Créances rattachées sur obligations et autres titres à revenu fixe	718	1 407
Actions et autres titres à revenu variable	1	2
Créances rattachées sur actions et autres titres à revenu variable	1 046	710
Total	547 829	659 693

Note 18.2 : Différences entre le prix d'acquisition et prix de remboursement des titres de placements (1)

	Décotes/Surcotes nettes restant à amortir			
	Au 31.12.18		Au 31.12.17	
	Décote	Surcote	Décote	Surcote
Titres de placement				
Marché obligataire	434	1 136	16	7 244

Marché Monétaire	-	-	-	-
Total	434	1 136	16	7 244

(1) Les primes ou décotes/surcotes constatées lors de l'acquisition de titres sont étalées sur la durée de vie de l'instrument concerné.

Note 19 : Participations, parts dans les entreprises liées (net de provisions)

(en milliers d'euros)	Au 31.12.18			Au 31.12.17		
	Participations	Parts dans les entreprises liées	Total	Participations	Parts dans les entreprises liées	Total
Filiales	-	70 306	70 306	-	59 600	59 600
(50 % du capital détenu)						
Valeur brute	-	70 459	70 459	-	59 753	59 753
Dépréciation	-	153	153	-	153	153
Participations	-	-	-	-	-	-
(10 à 50 % du capital détenu)						
Valeur brute	-	-	-	-	-	-
Dépréciation	-	-	-	-	-	-
Autres participations	163	-	163	133	-	133
(moins de 10 % du capital détenu)						
Valeur brute	163	-	163	133	-	133
Dépréciation	-	-	-	-	-	-
Total	163	70 306	70 469	133	59 600	59 733
dont						
- Etablissements de crédit	163	69 639	69 802	133	59 640	59 773

Note 20 : Immobilisations

(en milliers d'euros)	Valeur brute au 31.12.17	Dépréciations ou amortissements cumulés au 31.12.2017	Valeur nette au 31.12.17	Variation 2018			Valeur brute au 31.12.18	Dépréciations ou amortissements cumulés au 31.12.2018	Valeur nette au 31.12.18
				Acquisitions	Cessions/Sorties	Transferts/Autres			
Immobilisations incorporelles (1)	58 486	-56 026	2 460	448			58 934	-57 311	1 623
Immobilisations corporelles	14 835	-12 130	2 705	1 005	-	-	15 840	-12 988	2 852
Immeubles - Exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Immeubles - Hors exploitation	14	-	14	-	-	-	14	-	14
Matériel et mobilier	9 450	-8 437	1 013	878			10 328	-8 985	1 343
Autres immobilisations corporelles	5 337	-3 693	1 644	127		31	5 495	-4 003	1 492
Immobilisations corporelles en cours	34	-	34			-31	3	-	3
Immobilisations financières	717 462	-153	717 309	257 906	-358 680	-	616 688	-153	616 535
Titres de placement (2)	657 576	-	657 576	247 170	-358 680		546 066	-	546 066
Titres de participation	133	-	133	30			163	-	163
Parts dans les entreprises liées	59 753	-153	59 600	10 706	-	-	70 459	-153	70 306

(1) Dont 28 millions d'euros au titre du mali de fusion de la société Royal St Georges banque, les autres éléments incorporels correspondent essentiellement à des logiciels.

(2) Hors créances rattachées

(en milliers d'euros)	Dépréciations ou amortissements cumulés au 31.12.2017	Variation 2018		Dépréciations ou amortissements cumulés au 31.12.2018
		Dotations	Reprises	
Immobilisations incorporelles	-56 026	-1 285		-57 311
Immobilisations corporelles	-12 130	-858	-	-12 988
Immeubles - Exploitation	-	-	-	-
Immeubles - Hors exploitation	-	-	-	-
Matériel et mobilier	-8 437	-548	-	-8 985
Autres immobilisations corporelles	-3 693	-310	-	-4 003
Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-
Immobilisations financières	-153	-	-	-153
Titres de placement	-	-	-	-
Titres de participation	-	-	-	-
Parts dans les entreprises liées	-153	-	-	-153

Note 21 : Détail des intérêts par poste de bilan

Intérêts à recevoir

(en milliers d'euros)	Au 31.12.18	Au 31.12.17
Créances sur les établissements de crédit	3 519	1 513
Créances sur la clientèle	1 908	753
Immobilisations financières	1 764	2 118

Comptes de régularisation actif	-	-
Total	7 191	4 384

Intérêts à payer

(en milliers d'euros)	Au 31.12.18	Au 31.12.17
Dettes envers les banques centrales	8	-
Dettes envers les établissements de crédit	1 102	-
Comptes créditeurs de la clientèle	8 988	6 195
Dettes représentées par un titre	-	-
Dettes subordonnées	-	-
Comptes de régularisation passif	-	-
Total	10 098	6 195

Note 22 : Opérations de crédit-bail et location avec options d'achat

(en milliers d'euros)	Au 31.12.18	Au 31.12.17
Immobilisations (1)	102 761	131 205
Créances rattachées	4 003	8 674
Comptes débiteurs de la clientèle (2)	4 003	8 674
Loyers courus non échus	-	-
Total	106 764	139 879

(1) Immobilisations

	Valeur nette au 31.12.17	Valeur brute au 31.12.18	Dépréciations cumulées au 31.12.18	Valeur nette au 31.12.18
Crédit -bail				
- Immobilisations louées	131 205	196 394	93 633	102 761

(2) Comptes débiteurs de la clientèle

	Au 31.12.18	Au 31.12.17
Encours sains	168	2 087
Encours douteux net	3 835	6 587
Encours douteux	19 798	30 875
Dépréciation des créances sur la clientèle	-15 963	-24 288
Total	4 003	8 674

Note 22 bis : Passage du bilan social au bilan financier justification de la marge financière

(en milliers d'euros)	Social	Financier
Encours sains	102 929	6 647
Immobilisations nettes ou Capital restant dû	102 762	6 480
Immobilisation en cours	-	-
Impayés sains	167	167
I C N E	-	-
Encours douteux	19 798	19 983
Capital restant dû	-	184
Impayés douteux	19 798	19 798
I C N E	-	1
Dépréciations de créances douteuses	-15 963	-16 384
Encours nets	106 764	10 246
Divers		
Marge financière de N-1		-8 229
Loyers perçus d'avance ou Agios perçus d'avance	-2 106	109 597
Dépréciation de CRD douteux	-	0
Complément de provisions	-	0
IS latent		-5 228
Ecart à régulariser		0
Marge financière de l'exercice		-1 728
Provision pour marge financière négative	-	
Total	104 658	104 658

Note 23 : Autres actifs et autres passifs

(en milliers d'euros)

Autres actifs	Au 31.12.18	Au 31.12.17
Fournisseurs débiteurs	165	329
Personnel	18	103
Etat et collectivités publiques, impôts et taxes contestés et divers	1 285	1 381
Etat et collectivités publiques, IS	-	-
Etat et collectivités publiques, TVA	-	1 444
Groupe et associés - IS	-	-
Assurances	946	5 844
Apporteurs et partenaires	-	-
Dépôts, avances et cautionnements	5 012	1 256
Divers	15 021	13 508
Divers douteux	-	-
- Brut	-	-
- Dépréciations	-	-
Total	22 447	23 865

Autres passifs	Au 31.12.18	Au 31.12.17
Dépôts de garantie reçus sur locations (CB)	7	306
Fournisseurs	524	927
Opérations de crédit-bail et location simple	-	1 032
Personnel - divers	4 384	6 907
Personnel - participation des salariés	-	241
Sécurité sociale et organismes sociaux	5 480	6 532
Etat et collectivités publiques, impôts et taxes	1 738	3 017
Etat et collectivités publiques, IS	-	-
Etat et collectivités publiques - TVA	1 362	2 134
Groupe et associés - IS	2 586	2 586
Assurances	838	1 761
Assistance	-	1
Frais de recouvrement	96	180
Apporteurs et partenaires	3	19
Charges à payer	10 719	18 650
Dépôts, avances et cautionnements	-	-
Total	27 737	44 293

Note 24 : Comptes de régularisation

(en milliers d'euros)

Actif	Au 31.12.18	Au 31.12.17
Valeurs reçues à l'encaissement	3 356	4 160
Pertes Potentielles sur contrats de couverture d'IFT non dénoués	19 871	3 600
Charges à répartir	6 479	2 152
Charges constatées d'avance	1 465	419
Produits à recevoir	1 571	2 632
- Produits sur assurances	698	1 821
- Autres	873	811
Comptes de régularisation divers	2 166	9 792
- Impôt différé - prêts à taux zéro	-	-
- Compte de régularisation divers	2 166	9 792
Total	34 908	22 755

Passif	Au 31.12.18	Au 31.12.17
Gains Potentiels sur contrats de couverture d'IFT non dénoués	6 201	2 180
Gains à étaler sur contrats de couverture d'IFT dénoués	1 720	2 918
Produits constatés d'avance	115 725	9 219
- Opérations de crédit	-	-
- Opérations de crédit-bail et location	111 703	2 775
- Produits financiers autres	-	-
- Etalement du prêt à taux 0%	-	-
- Divers	4 022	6 444
Charges à payer	36 994	43 936
- Charges financières - Autres	-	-
- Commissions et points fidélités	5 124	7 545
- Comptes de régularisation divers	31 870	36 391
Total	160 640	58 253

Note 25 : Variation des dépréciations et provisions

(en milliers d'euros)

Principales dépréciations déduites de l'actif	Au 31.12.17	Dotations	Reprise	Au 31.12.18
Créances sur la clientèle	69 090	9 633	-22 262	56 461
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-
Participations	-	-	-	-
Parts dans les entreprises liées	153	-	-	153
Crédit-bail	24 288	1 030	-9 355	15 963
Immobilisations incorporelles	36 293	203	-	36 496
Autres actifs	-	-	-	-
Total	129 824	10 866	-31 617	109 073

Provisions non bancaires	Au 31.12.17	Dotations	Reprise		Au 31.12.18
			utilisée	non utilisée	
Charges de retraite complémentaire	62 310	-	-6 434	-	55 876
Risques sur sociétés de constructions	-	-	-	-	-
Redressements fiscaux	3 129	-	-	-	3 129
Divers non bancaire	1 803	19 293	-17 843	-68	3 185
Total	67 242	19 293	-24 277	-68	62 190

Provisions bancaires	Au 31.12.17	Dotations	Reprise		Au 31.12.18
			utilisée	non utilisée	
Risques sur engagements hors-bilan	1 008	-	-476	-532	-
Sur la clientèle	9 948	17 479	-16 315	-	11 112
Total	10 956	17 479	-16 791	-532	11 112

Note 26 : Tableau de variation de la situation nette

Réserve Générale		Capital (1)	Réserve légale	Prime d'émission	Prime de fusion	Réserve générale	Réserve indisponible	Report à nouveau	Report à nouveau réservé aux Commanditaires	Report à nouveau réservé aux Commandités
2017	Ouverture après affectation du résultat de 2016	594 078	23 920	101 671	34 771	-	-170 467	-	-81 580	-9 063
	Réduction du capital social (2)(4)	-131 603	-	-	-	-	40 960	-	81 580	9 063
	Affectation réserve indisponible (2)	-	-	-6 956	-34 771	-	41 727	-	-	-
	Réduction du capital social (3)	-125 896	-	-	-	-	-	-	-	-
	Réduction du capital social (4)	-88 040	-	-	-	-	88 040	-	-	-
	Augmentation du capital social (4)	27 615	-	-27 615	-	-	-	-	-	-
	Distribution prime émission (4)(5)	-	-	-38 625	-	-	-	-	-	-
	Capitaux propres avant affectation	276 154	23 920	28 475	-	-	260	-	-	-
	Affectation du résultat 2017 (6)	-	1 395	-	-	-	-	-	-	-
	Capitaux propres après affectation (6)	276 154	25 315	28 475	-	-	260	-	-	-
2018	Acompte sur dividende 2018 (6)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Résultat de l'année 2018	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Capitaux propres avant affectation	276 154	25 315	28 475	-	-	260	-	-	-
	Affectation du résultat 2018	-	2 300	-	-	-	-	-	-	-
	Capitaux propres après affectation (7)	276 154	27 615	28 475	-	-	260	-	-	-

(1) Conformément à la loi, il est rappelé que My Money Bank est consolidée dans les états financiers de MMB PROMONTORIA, 20 avenue André Prothin, 92063 Paris La Défense

(2) Selon résolutions de l'AGE du 23/11/2016 et accord ACPR du 02/01/2017 : Réduction du capital social de 1,7M€ par imputation sur le compte de réserve négative "passage à l'euro", de 90,6M€ par apurement du RAN Débitaire et pour 39,1M€ par affectation à un compte de réserve indisponible en prévision de l'apurement des pertes 2016.

(3) Selon résolutions de l'AGE du 23/11/2016 (8ème résolution) et accord ACPR du 02/01/2017 : Réduction du capital social de MMB de 125,9M€, par transfert des titres/droits sociaux de GE SCF au bénéfice de GEC SAS.

(4) Selon résolutions de l'AG mixte du 28/03/2017 : Réduction du capital social de MMB de 88M€, par ajustement du poste réserve indisponible et augmentation du capital social de 27,6M€ par incorporation de prime d'émission, pour compenser la perte des droits sociaux du commandité, suite à transformation juridique de SCA en SA. Distribution à hauteur de 37M€ au profit de PROMONTORIA MMB, de prime d'émission.

(5) AGO du 12/07/2017 : Distribution au profit de Promontoria MMB, d'une somme de 1,6M€ par prélèvement sur le poste prime d'émission.

(6) Versement d'un acompte sur dividende de 41,9M€ sur la base des comptes arrêtés au 31 mars 2018 (CA du 30 mai 2018)

Réserve Générale		Acompte sur dividende	Résultat	Total des capitaux propres	Dividende	Nombre d'actions existantes	Quote-part de chaque action dans les capitaux propres (en euros)	Résultat par actions (en euros)	Dividende net attribué à chaque action (en euros)
2017	Ouverture après affectation du résultat de 2016	-	-	493 330	-	38 955 936	12,66	-	-
	Réduction du capital social (2)(4)	-	-	-	-	-	-	-	-
	Affectation réserve indisponible (2)	-	-	-	-	-	-	-	-
	Réduction du capital social (3)	-	-	-125 896	-	-	-	-	-
	Réduction du capital social (4)	-	-	-	-	-	-	-	-
	Augmentation du capital social (4)	-	-	-	-	-	-	-	-
		-	-	-	-	-	-	-	-

	Distribution prime émission (4)(5)	-	-	-38 625	-	-	-	-	-
	Capitaux propres avant affectation	-	27 901	356 710	-	43 284 373	8,24	-	-
	Affectation du résultat 2017 (6)	-	-27 901	-26 506	26 506	-	-	0,64	0,61
	Capitaux propres après affectation (6)	-	-	330 204	-	43 284 373	7,63	-	-
	Acompte sur dividende 2018 (6)	-41 931		-41 931	41 931			-	0,97
	Résultat de l'année 2018		55 721	55 721					
2018	Capitaux propres avant affectation	-41 931	55 721	343 994		43 284 373	7,95		
	Affectation du résultat 2018	41 931	-55 721	(11 490)	11 490			1,29	0,27
	Capitaux propres après affectation	-	-	332 504		43 284 373			

(1) Conformément à la loi, il est rappelé que My Money Bank est consolidée dans les états financiers de MMB PROMONTORIA, 20 avenue André Prothin, 92063 Paris La défense

(2) Selon résolutions de l'AGE du 23/11/2016 et accord ACPR du 02/01/2017 : Réduction du capital social de 1,7M€ par imputation sur le compte de réserve négative "passage à l'euro", de 90,6M€ par apurement du RAN Débitaire et pour 39,1M€ par affectation à un compte de réserve indisponible en prévision de l'apurement des pertes 2016.

(3) Selon résolutions de l'AGE du 23/11/2016 (8ème résolution) et accord ACPR du 02/01/2017 : Réduction du capital social de MMB de 125,9M€, par transfert des titres/droits sociaux de GE SCF au bénéfice de GEC SAS.

(4) Selon résolutions de l'AG mixte du 28/03/2017 : Réduction du capital social de MMB de 88M€, par ajustement du poste réserve indisponible et augmentation du capital social de 27,6M€ par incorporation de prime d'émission, pour compenser la perte des droits sociaux du commandité, suite à transformation juridique de SCA en SA. Distribution à hauteur de 37M€ au profit de PROMONTORIA MMB, de prime d'émission.

(5) AGO du 12/07/2017 : Distribution au profit de Promontoria MMB, d'une somme de 1,6M€ par prélèvement sur le poste prime d'émission.

(6) Versement d'un acompte sur dividende de 41,9M€ sur la base des comptes arrêtés au 31 mars 2018 (CA du 30 mai 2018)

Note 27 : Filiales et participations au 31 décembre 2018

(en milliers d'Euros)	Capital	Capitaux propres (1) autres que le capital	Quote-part du capital détenu en %	Valeur comptable brute des titres détenus	Valeur comptable nette des titres détenus	Prêts et avances consentis par la société et non remboursés	Montant des avals et cautions fournis par la société	Chiffre d'affaires du dernier exercice (hors taxes)	Bénéfice ou perte du dernier exercice	Dividendes encaissés par la société au cours du dernier exercice	Observations
I- Renseignements détaillés concernant les participations dont la valeur d'inventaire excède 1 % du capital de la société astreinte à la publication											
Filiales (50 % au moins du capital détenu par la société) :											
SOREFI 5 Rue André LARDY LA MARE, 97438 SAINTE MARIE	8 156	43 526	100,00	15 639	15 639	175 600	-	90 954	3 948	19 662	-
SOMAFI SOGUAFI ZI les MANGLES ACAJOU, 97232 LE LAMENTIN	21 181	37 300	99,99	42 548	42 548	154 000		70 313	906	64 938	
MMB SCF 20, avenue André Prothin, 92063 Paris la Défense	10 000	-26	99,99	9 999	9 999		619 292	1 184	-26		
II-Renseignements globaux concernant les autres filiales ou participations											
Filiales non reprises ci-dessus.											
Sociétés Françaises (ensemble)	-	-	-	2 272	2 120	70 347	-	-	-	-	-
Participations non reprises ci-dessus. Sociétés Françaises (ensemble)	-	-	-	163	163	-	-	-	-	-	-

(1) Dont résultat de l'exercice en cours.

Résultats de la société au cours des cinq derniers exercices

(en Euros)	2014	2015	2016	2017	2018
Capital en fin d'exercice					
Capital social	594 078 024	594 078 024	594 078 024	276 154 300	276 154 300
Nombre des actions ordinaires existantes	38 955 936	38 955 936	38 955 936	43 284 373	43 284 373
Opérations et résultats de l'exercice					
Chiffres d'affaires hors taxes	295 592 995	262 883 612	207 237 807	186 930 309	185 492 693
Résultat avant impôt, participation des salariés et charges calculées (amortissements et provisions)	-71 328 337	-83 806 019	-164 203 067	-122 513 341	32 013 190
Impôt sur les bénéfices	-	-	-	-	-
Participation et intéressement des salariés due au titre de l'exercice	-	370 833	375 500	501 031	-
Résultat après impôt, participation des salariés et charges calculées (amortissements et provisions)	-19 425 310	-52 418 678	-168 687 926	27 900 459	55 720 627
Résultat distribué	-	-	-	-	-
Résultats par action des commanditaires					
Résultat après impôt et participation des salariés, mais avant charges calculées (amortissements et provisions)	-1,83	-2,16	-4,22	-2,84	0,74
Résultat après impôt, participation des salariés et charges calculées (amortissements et provisions)	-0,50	-1,35	-4,33	0,64	1,29
Dividende net attribué à chaque action	-	-	-	0,61	1,23
Avoir fiscal	-	-	-	-	-
Personnel (1)					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	864	753	641	522	439
Montant de la masse salariale de l'exercice	53 508 465	48 115 709	42 406 322	32 265 845	34 953 367

Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (sécurité sociale, œuvres sociales, etc.)	25 660 598	23 764 110	20 791 243	16 807 401	16 511 488
---	------------	------------	------------	------------	------------

(1) Seul personnel juridiquement affecté à My Money Bank, à l'exclusion du personnel de ses filiales.

Note 29 : Inventaire du portefeuille titres au 31 décembre 2018

(en milliers d'euros)

Nombre de titres	Nature	Valeur nette	Dont plus-value de réévaluation
9 705	I - Titres de placement		
	Titres des tranches juniors & Mezzanines souscrites lors des émissions RMBS et ABS	441 711	-
	Obligations et autres titres à revenu fixe (HQLA)	104 353	-
	Autres titres à revenu variable	1	-
	Créances rattachées	1 764	-
	Total titres de placement	547 829	-
	II - Titres de participation		
	Actions BPI (ex OSEO)	65	-
	Certificat d'association Fonds Garantie des dépôts	98	-
	Total titres de participation	163	-
543 718 1 412 078 175 020 999 900 9 999	III- Titres de filiales		
	Actions SOREFI	15 639	-
	Actions SOMAFI-SOGUAFI	42 548	-
	Actions SOCALFI	1 453	-
	Actions MMB SCF	9 999	-
	Parts Alcor & Cie SNC	150	-
	Total titres de filiales	69 789	-
	Participations dans les sociétés immobilières de promotion non cotées (1)	517	-
	Titres de participation et de placement dont la valeur d'inventaire est inférieure à 15 245 € par valeur		-
	Total	618 298	-

(1) Conformément au Plan Comptable Bancaire, la somme inscrite sous cette rubrique comprend la valeur d'inventaire des titres et les avances en compte courant consenties aux sociétés immobilières.

Note 30 : Instruments financiers à terme

(en milliers d'euros)	Au 31.12.18		Au 31.12.17	
	Notionnel	Juste valeur	Notionnel	Juste valeur
Swaps de taux (*)				
Ventilation par durée résiduelle	1 744 469		1 595 353	
- A moins d'un an	233 027	-	574 297	-
- D'un an à cinq ans	487 713		986 151	
- A plus de cinq ans	1 023 729	-	34 905	-
Ventilation par contreparties	1 744 469	-1 630	1 595 353	-1 477
- Administrations centrales et assimilées	-	-	-	-
- Etablissements de crédit	1 744 469	-1 630	1 595 353	-1 477
- Autres contreparties				

(*) Il s'agit de contrats conclus sur le marché de gré à gré.

V. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2018

A l'Assemblée générale de la société My Money Bank S.A.,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société My Money Bank S.A relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit externe du groupe Promontoria MMB.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des

comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

- Estimation, au titre du risque de crédit, des dépréciations des créances clients et de la provision statistique sur portefeuilles homogènes

Risque identifié :

My Money Bank S.A comptabilise des dépréciations et des provisions pour couvrir les risques de crédit inhérents à ses activités pour un montant de 56 millions d'euros à l'actif et de 11 millions d'euros au passif au 31 décembre 2018 comme indiqué dans la note n°4 de l'annexe aux comptes sociaux.

La direction comptabilise à l'actif des dépréciations estimées sur base individuelle en se fondant sur la valorisation du bien mis en garantie pour la principale activité de la société et sur des taux de récupérations historiques construits après le passage en douteux des créances concernées pour les autres activités de la société. Elle comptabilise également au passif du bilan des provisions pour risque de crédit estimées sur base collective et fondées sur les informations disponibles permettant d'anticiper un risque de défaillance et de perte à l'échéance.

L'estimation des provisions fait appel au jugement et relève d'estimations comptables du fait de l'incertitude sur les montants qui seront recouvrés ainsi que des délais pour les recouvrer.

Nous avons considéré la détermination des dépréciations des créances et des provisions pour risque de crédit comme un point clé de l'audit en raison de l'importance relative de ces postes dans le bilan et de leur sensibilité aux hypothèses retenues par la direction pour la détermination des flux futurs estimés ainsi que de la valeur des garanties associées.

Procédures d'audit mises en œuvre

Nos travaux ont consisté à apprécier les données sous-jacentes et le bien-fondé des hypothèses retenues par la Direction pour déterminer le montant comptabilisé au titre des dépréciations des créances à l'actif du bilan et le montant comptabilisé au passif du bilan au titre des provisions statistiques estimées sur base collective.

Nous avons :

- pris connaissance et évalué les procédures de contrôle interne mises en place pour s'assurer du correct respect des normes comptables françaises relatives au risque de crédit ;
- testé la conception et l'efficacité opérationnelle des contrôles clés relatifs à ces procédures.

Lorsque la dépréciation a été déterminée sur base individuelle, nos procédures d'audit substantives ont consisté principalement à :

- vérifier l'exactitude arithmétique des calculs réalisés ;
- s'assurer, par sondage, de la correcte valorisation des garanties ;
- s'assurer de la cohérence des hypothèses clefs utilisées par la Direction.

Lorsque la provision a été calculée sur base collective, nos procédures d'audit substantives ont consisté principalement à vérifier l'exactitude arithmétique des calculs réalisés.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote, vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société My Money Bank S.A. par l'assemblée générale du 30 mai 1997 pour le cabinet KPMG S.A. et du 23 mai 2011 pour le cabinet RSM Paris (à travers le cabinet Expertise et Audit SA, devenu par la suite membre du réseau RSM Paris).

Au 31 décembre 2018, le cabinet KPMG S.A. était dans la 22ème année de sa mission sans interruption et le cabinet RSM Paris dans la 5ème année de sa mission sans interruption.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit externe du groupe Promontoria MMB de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit externe du groupe Promontoria MMB

Nous remettons au comité d'audit externe du groupe Promontoria MMB un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués au comité d'audit externe du groupe Promontoria MMB, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit externe du groupe Promontoria MMB, la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit externe du groupe Promontoria MMB, des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris La Défense, le 10 mai 2019
KPMG Audit
Département de KPMG S.A.
Fabrice Odent
Associé

Paris, le 10 mai 2019
RSM Paris
Sébastien Martineau
Associé

VI. — Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à disposition du public au siège social de My Money Bank S.A., sis à Tour Europlaza 20 avenue André Prothin 92063 Paris La Défense cedex.